

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving Public Works and Government  
Services Canada/Réception des soumissions  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada**

## Pacific Region

**401 - 1230 Government Street**

**Victoria, B.C.**

**V8W 3X4**

**Bid Fax: (250) 363-3344**

## Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Master Standing Offer (RMSO)

Offre à commandes maître régionale (OCMR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

## Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Public Works and Government Services Canada - Pacific Region

401 - 1230 Government Street

Victoria, B. C.

V8W 3X4

<b>Title - Sujet</b> OCMR - LOCATION CHARIOTS ÉLEVATEURS	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> E6VIC-130001/A	<b>Date</b> 2013-06-28
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> E6VIC-130001	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$VIC-246-6257
<b>File No. - N° de dossier</b> VIC-2-35047 (246)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2013-08-16</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Pacific Daylight Saving Time PDT
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Kobenter, Hélène	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> vic246
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (250)363-3404 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (250)363-3344
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DESTINATIONS DIVERSES EN C.-B. - VOIR LE DOCUMENT DE SOLICITATION	
<b>Security - Sécurité</b> This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

---

## TABLE DES MATIÈRES

### **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Introduction
2. Sommaire
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Compte rendu

### **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS**

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Ancien fonctionnaire
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

1. Instructions pour la préparation des offres

### **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

### **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une d'offre à commandes

### **PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES**

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Capacité financière
3. Exigences en matière d'assurance

### **PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

#### **A. OFFRE À COMMANDES**

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
7. Utilisateurs désignés
8. Instrument de commande
9. Procédures pour les commandes subséquentes
10. Procédures pour les commandes subséquentes liées à une demande d'indemnisation en raison de dommages
11. Limite des commandes subséquentes
12. Limitation financière totale
13. Ordre de priorité des documents
14. Attestations
15. Lois applicables
16. Facturation consolidée en arrérages
17. Frais de livraison

#### **B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées

3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation
6. Exigences en matière d'assurance
7. Clauses du *Guide des CCUA*

**Liste des annexes :**

Annexe A - Besoin  
Annexe B - Base de paiement  
Annexe C - Exigences en matière d'assurance  
Annexe D - Modèle de rapport pour les offres à commandes  
Annexe E - Liste de contrôle de l'inspection du véhicule

**PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX****1. Introduction**

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

Partie 1: Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;

Partie 2: Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;

Partie 3: Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;

Partie 4: Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, les exigences relatives à la sécurité, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;

Partie 5: Attestations: comprend les attestations à fournir;

Partie 6: Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d' comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et

Partie 7: 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent:

7A: contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent le Besoin, la Base de paiement, les Exigences en matière d'assurance, le Modèle de rapport pour les offres à commandes, et la Liste de contrôle de l'inspection du véhicule.

**2. Sommaire**

Demande d'offre à commande master et régionale (OCMR) concernant la location de chariots élévateurs et autres équipements élévateurs sans opérateurs, en conformité avec les exigences énoncées dans la présente demande d'offre à commandes (DOC) à divers ministères et organismes du gouvernement fédéral situés dans la Région du Pacifique, en Colombie-Britannique, au Canada.

Les offrants sont tenus de fournir des tarifs quotidiens, hebdomadaires et mensuels fermes pour les types d'équipements de location les plus fréquemment utilisés. Les offrants peuvent aussi fournir un pourcentage de réduction ferme (%) pour la location d'équipements et accessoires divers, assujetti aux restrictions énoncées dans la présente.

Les utilisateurs du gouvernement sont responsables de la cueillette et du dépôt de l'équipement loué chez l'offrant. Les offrants doivent être en mesure de fournir des services de livraison sur demande moyennant un tarif de livraison supplémentaire, s'il y a lieu.

La période initiale de l'offre à commandes est de un (1) an à partir de la date d'émission, avec l'option de prolonger la durée de l'offre à commandes pour deux (2) périodes supplémentaires de une (1) année chacune, selon les mêmes conditions.

Ce marché est divisé en fonction de deux (2) zones de livraison géographiques. Les offrants peuvent soumettre une offre pour une (1) seule zone, ou pour les deux zones:

- La zone 1 couvre toute l'île de Vancouver en Colombie-Britannique, Canada
- La zone 2 couvre toute la Colombie-Britannique continentale, Canada

Les offrants doivent fournir avec leur offre une liste de tous les points de services accessibles en vertu de cette OCMR et assurer des services de livraisons pour les emplacements obligatoires identifiés dans cette OCMR pour chaque zone.

L'offre doit satisfaire à l'ensemble des exigences de la demande d'offre à commandes et à tous les critères d'évaluation technique et financière obligatoires pour être déclarée recevable. Les offres seront évaluées séparément pour chacune des zones de prestation de services. On recommandera l'offre recevable ayant le prix global total évalué le plus bas pour chaque zone de prestations de services pour l'attribution d'une OCMR. L'État a l'intention d'attribuer une (1) seule OCMR par zone de prestation de services. Une OCMR peut porter sur les deux zones de prestation de services si le même offrant est recommandé pour l'émission d'une OCMR pour les deux zones de prestations de services.

La valeur totale estimative de ce besoin s'élève à 165 000,00\$CAN par année, taxes applicables incluses, répartie comme suit::

- Zone 1 (Île de Vancouver C.-B): 100 000,00\$ CAN/année
- Zone 2 (C.-B. Continentale): 65 000,00\$ CAN/année

Les dépenses annuelles estimées ci-dessus ne représentent pas un engagement de la part du Canada; il ne s'agit que d'une estimation de la valeur potentielle de toutes les commandes subséquentes à l'offre à commandes qui pourraient être passées par les utilisateurs désignés.

Les offrants doivent fournir une liste de noms ou toute autre documentation connexe, selon les besoins, conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2006 .

pour les besoins de services, les offrants qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire, doivent fournir les renseignements demandés, tel que décrit à l'article 3 de la Partie 2 de la demande de soumissions.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

Ce bureau de Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC) fournit des services d'achat au public en anglais.

### **3. Exigences relatives à la sécurité**

Cette offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### **4. Compte rendu**

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans

les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

### 1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées

D'achat

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisee-s-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2013-06-01) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

### 2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

### 3. Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

#### Définitions

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a) un individu;
- b) un individu qui s'est incorporé;
- c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, dans le contexte de la formule de réduction des honoraires, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension dans la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions

payables conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, à la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, et à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, ch. R-11, à la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.

### Ancien fonctionnaire touchant une pension

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension tel qu'il est défini ci-dessus? **OUI ( ) NON ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

### Programme de réduction des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs? **OUI ( ) NON ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c) la date de la cessation d'emploi;
- d) le montant du paiement forfaitaire;
- e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g) nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

### 3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins quinze (15) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d' chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n' pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas

répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

#### **4. Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Colombie-Britannique et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

#### **1. Instructions pour la préparation des offres**

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

**Section I : offre technique (une (1) copie papier)**

**Section II : offre financière (une (1) copie papier)**

**Section III: attestations (une (1) copie papier).**

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### **Section I : Offre technique**

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences énoncées à l'annexe A.

##### **I.1 Critères d'évaluation techniques obligatoires**

Voir le paragraphe 1.1.1 à la PARTIE 4 du document d'appel d'offre.

#### **Section II : Offre financière**

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

## II.1 Critères d'évaluation financière obligatoires

Voir le paragraphe 1.2.1 à la PARTIE 4 du document d'appel d'offre.

## II.2 Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- (a) ☐ les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées

VISA \_\_\_\_\_

Master Card \_\_\_\_\_

- (b) ☐ les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes Government of Canada.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère

## II.3 Fluctuation de taux de change

Le besoin ne prévoit aucune protection relative à la fluctuation du taux de change. Aucune demande de protection contre la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une disposition en ce sens sera déclarée non recevable.

## II.4 Prix et(ou) taux fermes

L'offrant doit proposer des prix, des taux fermes ou les deux qui s'appliqueront pour toute la période de l'offre à commandes.

## II.5 Facturation consolidée

Si l'utilisateur désigné en fait la demande au moment de passer une commande subséquente, la location pour une durée d'un mois ou plus sera facturée sur une base mensuelle, ou bimensuelle, en arrérages. Autrement, l'offrant facturera chaque commande subséquente séparément.

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes:

- (a) ☐ **Oui:** nous pouvons offrir le service de facturation consolidé susmentionné si une offre à commandes nous est octroyée à la suite de l'appel d'offres, comme suit:

☐ mensuellement ou ☐ bimensuellement

- (b) ☐ **Non:** nous ne pouvons offrir le service de facturation consolidée susmentionné si une offre à commandes nous est octroyée à la suite de l'appel d'offres.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter la facturation consolidée.

Acceptance of consolidated invoicing will not be considered as an evaluation criterion.

La facturation consolidée ne s'appliquera qu'aux offres à commandes délivrées aux offrants qui ont indiqué « oui » dans leurs offres. La facturation consolidée sera intégrée aux commandes subséquentes au besoin.

## Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.



## PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

### 1. Procédures d'évaluation

- (a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

#### 1.1. Évaluation technique

Les offrants doivent indiquer en quoi leur offre technique répond à tous les aspects du besoin à l'annexe A.

Pour être déclarée recevable, l'offre technique de l'offrant doit démontrer qu'elle respecte les exigences des critères d'évaluation technique obligatoires suivants:

##### 1.1.1 Mandatory Technical Evaluation Criteria

Les offrants peuvent soumettre une offre pour une (1) seule zone de prestation de services, ou pour les deux zones. Les offrants doivent indiquer clairement leur sélection de zone dans leur offre technique et soumettre leur offre financière en utilisant les tableaux d'évaluation financière correspondants

- La zone 1 couvre toute l'île de Vancouver en Colombie-Britannique, au Canada
- La zone 2 couvre toute la Colombie-Britannique continentale, au Canada.

##### Critères d'évaluation technique obligatoires pour la Zone 1 (Île de Vancouver, C.-B.):

- i. Les offrants doivent fournir avec leur offre une liste de tous les points de services accessibles dans la zone 1 en vertu de cette offre à commandes. Cette information facilitera les décisions de location des utilisateurs du gouvernements après l'émission de l'offre à commande.
- ii. Les offrants doivent fournir des tarifs de location pour au moins cinq (5) des treize (13) chariots élévateurs les plus fréquemment loués énumérés à la section A du tableau d'évaluation financière B.1 à l'annexe B - Base de Paiement. Pour que son offre soit recevable, l'offrant doit fournir des tarifs de location pour les articles obligatoires No. A2 et A6 (portant la mention "OBLIGATOIRE") ET au moins trois (3) autres articles dans la section A.
- iii. Les offrants doivent fournir sur demande des services de livraison dans la région du Grand Victoria C.-B. et Nanaimo C.-B. et fournir des tarifs fermes de livraison pour les huit (8) emplacements obligatoires No. C1 à C8 identifiés sous la section C du tableau d'évaluation financière B.1 à l'annexe B.
- iv. Les offrants doivent signer et retourner une copie de la page 1 de la demande d'offre à commandes et des modifications connexes pour confirmer qu'ils acceptent toutes les modalités de la demande d'offre à commandes.

##### Critères d'évaluation technique obligatoires pour la Zone 2 (C.-B. continentale):

- i. Les offrants doivent fournir avec leur offre une liste de tous les points de services accessibles dans la zone 2 en vertu de cette offre à commandes. Cette information facilitera les décisions de location des utilisateurs du gouvernements après l'émission de l'offre à commande.
- ii. Les offrants doivent fournir des tarifs de location pour au moins cinq (5) des treize (13) chariots élévateurs les plus fréquemment loués énumérés à la section A du tableau d'évaluation financière B.2 à l'annexe B - Base de Paiement. Pour que son offre soit

recevable, l'offrant doit fournir des tarifs de location pour les articles obligatoires N° A2 et A6 (portant la mention "OBLIGATOIRE") ET au moins trois (3) autres articles dans la section A.

- iii. Les offrants doivent fournir sur demande des services de livraison dans la région du Grand Vancouver C.B- et la C.-B. continentale et fournir des tarifs fermes de livraison pour au moins quatre (4) des six (6) emplacements N° C1 à C6 identifiés sous la section C du tableau d'évaluation financière B.2 à l'annexe B.
- iv. Les offrants doivent signer et retourner une copie de la page 1 de la demande d'offre à commandes et des modifications connexes pour confirmer qu'ils acceptent toutes les modalités de la demande d'offre à commandes.

Les offres techniques seront évaluées séparément pour chaque zone de prestation de services.

Les offres techniques ne respectant pas les critères d'évaluation technique obligatoires et les instructions mentionnés ci-dessus seront déclarées irrecevables et seront rejetées.

## 1.2 Évaluation financière \*

Pour être déclarée recevable, l'offre financière de l'offrant doit démontrer qu'elle respecte les exigences des critères d'évaluation financière obligatoires suivants:

### 1.2.1 Critères d'évaluation financière obligatoires

Les offrants doivent soumettre une offre financière pour au moins une (1) des deux (2) zones de prestation de services. Les offrants doivent indiquer clairement leur sélection de zone dans leur offre et soumettre leur offre financière en utilisant les tableaux d'évaluation financière fournis à l'annexe B - Base de paiement:

- Pour la zone 1 (Île de Vancouver C.-B.), les offrants doivent compléter et soumettre le tableau d'évaluation financière B.1 avec leur offre.
- Pour la zone 2 (C.-B. continentale), les offrants doivent compléter et soumettre le tableau d'évaluation financière B.2 avec leur offre.

### Les offrants doivent soumettre une offre financière séparée pour chaque zone.

Chaque tableau d'évaluation financière est divisé en quatre (4) sections:

- La Section A est intitulée "Chariots élévateurs à fourche" et énumère les chariots élévateurs les plus fréquemment utilisés. Cette section contient 13 articles de location au total (N° A1 à A13). Pour que l'offre financière des offrants soit retenue, les offrants doivent fournir des tarifs de location fermes à la journée, à la semaine et au mois pour chaque période de l'offre à commandes (année 1 + année de prolongation 2 + année de prolongation 3) pour les articles obligatoires N° A2, and A6 (portant la mention "OBLIGATOIRE") ET au moins trois (3) autres articles. Les tarifs de location offerts doivent être FAB Point de l'offrant c'est à dire inclure tous les coûts saufs les frais de livraison et les taxes applicables (voir la section C pour les Services de livraison optionels).
- La Section B est intitulée "Autre Chariots" et énumère des types de chariots supplémentaires qui pourraient occasionnellement être loués dans le cadre de cette offre à commandes, tel que par exemple les plate-formes élévatrices à ciseaux, girafes et chariots télescopiques. Cette section contient 14 articles de location au total (N° B1 à B14). Aucun des ces articles n'est obligatoire. Les offrants doivent fournir des tarifs de location pour chaque période de l'offre à commandes en fonction des articles qu'ils peuvent offrir dans le cadre de cette offre à commande, excluant les taxes applicables.

- La Section C est intitulée “Services de livraisons optionels” et énumère les emplacements de livraison les plus fréquemment requis dans chaque zone de prestation de services. Les offrants doivent offrir des tarifs de livraison fermes pour chaque période de l’offre à commande pour un (1) aller-retour pour une (1) unité de location (De et Vers le point de l’offrant). Le tarif de livraison offert doivent exclure les taxes applicables et les frais de location couverts à la section A. Les tarifs de livraison doivent inclure tous les autres coûts applicables comme par exemple les frais et temps de transport, de supervision, de main d’oeuvre, de déchargement ou chargement par l’offrant. Aucunes autres charges ne seront autorisées.
- \* Zone 1: Pour être jugée recevable, l’offre financière des offrants doit contenir des tarifs de livraison pour les huit (8) emplacements N° C1 à C8 identifiés dans le tableau d’évaluation financière B.1.
- \* Zone 2: Pour être jugée recevable, l’offre financière des offrants doit contenir des tarifs de livraison pour au moins quatre (4) des six (6) emplacements N° C1 à C6 identifiés dans le tableau d’évaluation financière B.2.
- La Section D est intitulée “Services de location divers” contient un article seulement (N° D1). Il couvre la location d’accessoires et chariots élévateurs divers qui ne sont pas énumérés dans les sections A et B mais que l’offrant peut mettre à la disposition des utilisateurs du gouvernement dans le cadre de cette offre à commande sur la base des prix qui figurent sur les listes de prix publiées en vigueur de l’offrant au moment de la commande, moins un pourcentage de de remise ferme de pour chaque période de l’offre à commande, excluant les taxes applicables

Les offrants doivent offrir un pourcentage de remise de 0% ou plus pour chaque période de l’offre à commande ou cet article/service sera considéré comme non disponible auprès de l’offrant.

#### Instructions importantes (Sections A, B, C et D):

Pour les articles de location et services offerts sans frais, les offrants sont tenus de remplir la case du tarif avec la mention “S/F” (sans frais) ou “0\$” (zero dollar) faute de quoi ces articles seront considérés comme NON disponibles auprès de l’offrant.

Si toutes ou une partie seulement des cases sont laissées vides pour un article (par ex. l’Offrant n’a pas fourni de tarif pour chacune des période de l’offre à commandes c.-à-d. Pour l’année 1, l’année 2 et l’année 3), l’article sera considéré comme NON disponible auprès de l’offrant.

À défaut de satisfaire à tous les critères d’évaluation financières obligatoires et instructions susmentionnées, l’offre financière de l’offrant sera déclarée non recevable et cette dernière sera éliminée

### **1.2.2 Calcul du prix évalué de l’offre**

Les offres financières seront évaluées séparément pour chaque zone de prestation de services

#### Calcul du prix évalué de l’offre pour la zone 1:

- a. Section A: Les tarifs de location à la journée, à la semaine et au mois offert pour l’article A1 pour chaque période de l’offre à commandes dans le tableau d’évaluation financière B.1 seront additionnés ensembles puis multipliés par le coefficient d’utilisation annuel estimé afin d’obtenir le total multiplié pour l’article A1. Voir l’exemple 1 à l’annexe B. Répéter l’opération pour les articles A2 à A13.

- 
- b. Section B: Les tarifs de location à la journée, à la semaine et au mois offert pour l'article B1 pour chaque période de l'offre à commandes dans le tableau d'évaluation financière B.1 seront additionnés ensembles puis multipliés par le coefficient d'utilisation annuel estimé afin d'obtenir le total multiplié pour l'article B1 (même méthode que pour la section A). Répéter l'opération pour les articles B2 à B14.
- c. Section C: Les tarifs de livraison offerts pour l'article C1 pour chaque période de l'offre à commande dans le tableau d'évaluation financière B.1 seront additionnés ensembles puis multipliés par le coefficient d'utilisation annuel estimé afin d'obtenir le total multiplié pour l'article C1. Voir l'exemple 2 à l'annexe B. Répéter l'opération pour les articles C2 à C8.
- d. Section D: Le pourcentage de remise ferme offert pour l'article D1 pour chaque période de l'offre à commande dans le tableau d'évaluation financière B.1 sera appliqué au montant en dollars annuel estimé pour obtenir le total multiplié pour l'article D1. Voir l'exemple 3 à l'annexe B.
- e. Additionner ensemble les totaux multipliés des articles A1 à A13, B1 à B14, C1 à C8 et D1 pour obtenir le prix global total évalué de l'offre.

À des fins d'évaluation financière uniquement, les articles qui ne sont pas assortis d'un tarif individuel se verront attribuer la valeur suivante:

- Pour les articles basés sur un tarif de location ferme en dollars (Sections A, B et C): Un dollar (1,00\$) ou le tarif le plus élevé proposé par tout autre offrant pour la Zone 1.
- Pour les services divers basés sur un pourcentage de rabais ferme (Section D): Zéro pourcent (0%).

Les dépenses estimées ne représentent pas un engagement de la part du Canada; il ne s'agit que d'une estimation de la valeur potentielle de toutes les commandes subséquentes à l'offre à commandes qui pourraient être passées par les utilisateurs désignés.

Calcul du prix évalué de l'offre pour la zone 2:

- a. Section A: Les tarifs de location à la journée, à la semaine et au mois offert pour l'article A1 pour chaque période de l'offre à commandes dans le tableau d'évaluation financière B.1 seront additionnés ensembles puis multipliés par le coefficient d'utilisation annuel estimé afin d'obtenir le total multiplié pour l'article A1. Voir l'exemple 1 à l'annexe B. Répéter l'opération pour les articles A2 à A13.
- b. Section B: Les tarifs de location à la journée, à la semaine et au mois offert pour l'article B1 pour chaque période de l'offre à commandes dans le tableau d'évaluation financière B.1 seront additionnés ensembles puis multipliés par le coefficient d'utilisation annuel estimé afin d'obtenir le total multiplié pour l'article B1 (même méthode que pour la section A). Répéter l'opération pour les articles B2 à B14.
- c. Section C: Les tarifs de livraison offerts pour l'article C1 pour chaque période de l'offre à commande dans le tableau d'évaluation financière B.1 seront additionnés ensembles puis multipliés par le coefficient d'utilisation annuel estimé afin d'obtenir le total multiplié pour l'article C1. Voir l'exemple 2 à l'annexe B. Répéter l'opération pour les articles C2 à C6.
- d. Section D: Le pourcentage de remise ferme offert pour l'article D1 pour chaque période de l'offre à commande dans le tableau d'évaluation financière B.1 sera appliqué au montant en dollars annuel estimé pour obtenir le total multiplié pour l'article D1. Voir l'exemple 3 à l'annexe B.
- e. Additionner ensemble les totaux multipliés des articles A1 à A13, B1 à B14, C1 à C6 et D1 pour obtenir le prix global total évalué de l'offre.

À des fins d'évaluation financière uniquement, les articles qui ne sont pas assortis d'un tarif individuel se verront attribuer la valeur suivante:

- Pour les articles basés sur un tarif de location ferme en dollars (Sections A, B et C): Un dollar (1,00\$) ou le tarif le plus élevé proposé par tout autre offrant pour la Zone 1.
- Pour les services divers basés sur un pourcentage de rabais ferme (Section D): Zéro pourcent (0%).

Les dépenses estimées ne représentent pas un engagement de la part du Canada; il ne s'agit que d'une estimation de la valeur potentielle de toutes les commandes subséquentes à l'offre à commandes qui pourraient être passées par les utilisateurs désignés.

### 1.2.3 Évaluation du Prix

Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

## 2. Base de sélection

### 2.1 Base de sélection - Critères d'évaluation technique et financière obligatoires

L'offre doit satisfaire à l'ensemble des exigences de la demande d'offre à commandes et à tous les critères d'évaluation technique et financière obligatoires pour être déclarée recevable. Les offres seront évaluées séparément pour chacune des zones de prestation de services. On recommandera l'offre recevable ayant le prix global total évalué le plus bas pour chaque zone de prestations de services pour l'attribution d'une OCMR.

### 2.2 Nombre d'offres à commandes

L'État a l'intention d'attribuer une (1) seule OCMR par zone de prestation de services. Une OCMR peut porter sur les deux zones de prestation de services si le même offrant est recommandé pour l'émission d'une OCMR pour les deux zones de prestations de services.

## PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les offrants doivent fournir les attestations et la documentation exigées pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut, s'il est établi qu'une attestation est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

### 1. Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes

#### 1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'01 Code de conduite et attestations - offre, des instructions uniformisées 2006. La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

#### 1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée »

(<http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/index.shtml>) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes

## **PART 6 - SECURITY, FINANCIAL, AND INSURANCE REQUIREMENTS**

### **1. Exigences relatives à la sécurité**

Cette offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### **2. Capacité financière**

Clauses du guide des CUA M9033T (2011-05-16) Capacité financière.

### **3. Exigences en matière d'assurance**

Voir le paragraphe 6 à la Partie 7B - Clauses du contrat subséquent.

## **PART 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

### **A. OFFRE À COMMANDES**

#### **1. Offre**

L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe A.

#### **2. Exigences relatives à la sécurité**

Cette offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

#### **3. Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees>)

-d'achat) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

##### **3.1 Conditions générales**

2005 (2012-11-19) Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

##### **3.2 Offres à commandes - établissement des rapports**

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe D. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention «néant».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres: *(Information insérée au moment de l'attribution de l'offre à commandes)*

Premier trimestre: Du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_  
Deuxième trimestre: Du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_  
Troisième trimestre: Du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_  
Quatrième trimestre: Du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les vingt (20) jours civils suivant la période de référence.

#### 4. Durée de l'offre à commandes

##### 4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées pour un (1) an à partir de la date de l'attribution de l'offre à commandes du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_ inclusivement *(les dates seront insérées au moment de l'attribution de l'offre à commandes)*.

##### 4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux (2) périodes supplémentaires de un (1) an, à partir du \_\_\_\_\_ jusqu'au \_\_\_\_\_ (année de prolongation 2) et du \_\_\_\_\_ jusqu'au \_\_\_\_\_ (année de prolongation 3) *(les dates seront insérées au moment de l'attribution de l'offre à commandes)*, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes trente (30) jours civils avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

#### 5. Responsables

##### 5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est:

Hélène Kobenter  
Agente d'approvisionnements  
Travaux Publics et services gouvernementaux Canada  
1230, rue Government, bureau 401  
Victoria, Colombie-Britannique Canada V8W 3X4  
Téléphone: (250) 363-3404  
Courriel: Helene.Kobenter@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il/elle est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

## 5.2 Chargé de projet

Le Chargé de projet de l'offre à commandes est: identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le Chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il/elle est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat.

## 5.3 Représentant de l'offrant (à remplir selon les précisions contenues dans l'offre de l'offrant)

Nom et numéro de téléphone de la personne-ressource à contacter pour les services indiqués:

	Réception, traitement et accusé de réception des commandes subséquentes	Réparations d'urgence	Facturation	Demandes de renseignements
Nom				
Téléphone				
Télécopieur				
Courriel				

### 5.3.1 Liste des points de services: (Selon les précisions fournies par l'offrant dans son offre)

## 6. Divulgence proactive de marchés conclus avec d' fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l' entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

## 7. Utilisateurs désignés

Les utilisateurs désignés autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes comprennent les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État mentionnés dans les annexes I, I.1, II, III de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11.

## 8. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés à l'article 6 par l'entremise du formulaire *PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes*, OU un document de commande équivalent du Ministère.

## 9. Procédure pour les commandes

Si le processus d'appel d'offre donne lieu à l'émission de plusieurs offres à commande, les utilisateurs désignés devront sélectionner l'offre à commande en fonction de la destination de l'équipement au début de période de location. Par exemple, si l'utilisateur désigné est basé à Victoria, C.-B. (Île de Vancouver



- Zone 1) demande la livraison de l'équipement de location à Vancouver C.-B, il/elle devra placer la commande subséquente auprès de l'offrant détenant l'offre à commande pour la zone 2 (C.-B. Continentale).

L'offrant sera autorisé par l'utilisateur identifié à amorcer les travaux par l'émission d'une commande subséquente dûment remplie et signée.

L'offrant doit accuser réception de chaque commande subséquente, par écrit, conformément à la condition détaillée dans le paragraphe 8 à l'annexe A. Si l'offrant ne parvient pas à accuser réception d'une commande subséquente dans les délais requis, l'utilisateur désigné peut mettre fin à la commande subséquente sans encourir aucun coût ou pénalité que ce soit.

## 10. Procédures pour les commandes subséquentes liées à une demande d'indemnisation en raison de dommages

Les modifications de commandes subséquentes à toute offre à commandes liées à une demande d'indemnisation en raison de dommages doivent inclure l'énoncé ci-dessous :

*L'offrant convient que, moyennant des frais de \_\_\_\_\_ \$ (insérer le montant) payés à l'offrant en raison de dommages causés au véhicule loué (ou pour la réparation de ce véhicule, le cas échéant) par le Canada aux termes de la commande subséquente n° \_\_\_\_\_ (insérer le numéro de la commande), le Canada sera dégagé et libéré de façon définitive de toute action, réclamation et demande pouvant découler de la commande subséquente à l'offre à commandes.*

## 11 Limite des commandes subséquentes

### 11.1 Limite des commandes individuelles subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser **40 000,00\$ CAD** (taxes applicables incluses).

### 11.2 Services de location divers:

Les services de location divers couvrent la location d'accessoires et chariots élévateurs divers sans opérateur qui ne sont pas énumérés dans les sections A et B à l'annexe B - Base de paiement et qui peuvent être loués auprès de l'offrant selon les conditions suivantes:

1) Les tarifs de location offerts pour les services de location divers doivent être conformes au pourcentage de remise ferme précisé dans l'offre financière de l'offrant pour l'article D1 à la section D de l'annexe B et les listes de prix publiées en vigueur de l'offrant au moment de la commande, ainsi qu'à toutes les autres conditions de l'offre à commandes;

2) Le montant total des services de location divers visés par une commande individuelle subséquente **ne doit pas dépasser 25 % de la valeur totale de chaque commande individuelle (taxes applicables incluses):**

Exemple 1: Si la valeur totale de la commande subséquente s'élève à 40 000,00\$ (taxes applicables incluses), la part correspondant aux articles divers ne doit pas dépasser 10 000,00\$ (taxes applicables incluses).

Exemple 2: Si la valeur totale de la commande subséquente s'élève à 20 000,00\$ (taxes applicables incluses), la part correspondant aux services de location divers ne doit pas dépasser 5 000,00\$ (taxes applicables incluses).

3) Les services de location divers sont assujettis aux exigences de rapport, établies à la partie 7A, section 3.2. Rapports d'utilisation périodique - offres à commandes

- 4) À la suite de l'émission de l'offre à commandes, l'offrant aura la responsabilité de fournir et de mettre à jour des listes de prix et(ou) des catalogues, selon les besoins du Canada. L'offrant doit fournir un (1) exemplaire de son catalogue et de sa liste de prix ainsi que des mises à jour pertinentes à chacun des utilisateurs désignés qui en fait la demande. L'offrant doit également en faire parvenir un (1) exemplaire au responsable de l'offre à commandes à l'adresse indiquée dans l'offre à commandes.

## 12. Limitation financière - valeur totale des commandes

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de \_\_\_\_\_ \$ CAD (*Information insérée au moment de l'émission de l'offre à commandes*) (**taxes applicables exclues**) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes

L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou quatre (4) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

## 13. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2012-11-19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services;
- d) les conditions générales 2010C (2013-06-27), Conditions générales - Services (complexité moyenne);
- e) Annexe A - Besoin;
- f) Annexe B - Base de paiement;
- g) Annexe C - Exigences en matière d'assurance;
- h) Annexe E - Liste de contrôle de l'inspection du véhicule;
- i) l'offre de l'offrant en date du \_\_\_\_\_ (*date insérée au moment de l'émission de l'offre à commandes*).

## 14. Attestations

### 14.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour manquement et de mettre de côté l'offre à commandes.

## 15. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en \_\_\_\_\_ (insérer la loi de la province ou du territoire précisée par l'offrant dans son offre, s'il y a lieu) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

**16. Facturation consolidée en arrérages** (tel que précisé par l'offrant dans son offre à la Partie 3, section II.5)

Si l'utilisateur désigné en fait la demande au moment de passer une commande subséquente, la location pour une durée d'un mois ou plus sera facturée sur une **base mensuelle** [ ] ou **bimensuelle** [ ], en arrérages. Autrement, l'offrant facturera chaque commande subséquente séparément une fois la commande exécutée.

**17. Frais de livraison**

Les utilisateurs du gouvernement sont responsables de la cueillette et du dépôt de l'équipement de location chez l'offrant sauf indication contraire sur la commande subséquente. **Les frais pour livraison par l'offrant doivent être autorisés sur la commande subséquente à l'offre à commande.**

Les tarifs de livraison pour les points de livraison les plus fréquemment requis dans chaque zone de prestation de services doivent être conformes aux tarifs précisés dans l'offre financière de l'offrant à la section C de l'annexe B - Base de paiement.

L'entrepreneur doit payer d'avance les frais de transport. Ces frais doivent être inscrits séparément sur la facture, avec à l'appui une copie certifiée de la facture de connaissance de transport payé d'avance.

**B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

**1. Besoin**

L'entrepreneur doit fournir les services de location décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

**2. Clauses et conditions uniformisées**

**2.1 Conditions générales**

2010C (2013-06-27) Conditions générales - offres à commandes - services (complexité moyenne), s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 13, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010C (2013-06-27) Conditions générales - offres à commandes - services (complexité moyenne), ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit au point de vente.

**3. Durée du contrat**

**3.1 Période du contrat**

Les services de location doivent être fournis conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

**4. Paiement**

**4.1 Base de paiement - Tarifs et taux de remise fermes**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat/commande subséquente, l'offrant sera payé conformément aux tarifs et taux de remise fermes précisés à la

base de paiement à l'annexe B. Les droits de douane et les taxes d'accise canadiens sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

#### **4.2 Limite de prix**

Clause du guide des CCUA C6000C (2011-05-16) Limite de prix

#### **4.3 Paiement par carte de crédit** *(Tel que spécifié par l'offrant sous la Partie 3 de la demande d'offres à commandes à la partie 3, section II.2)*

La carte de crédit suivante est acceptée : \_\_\_\_\_ OU

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées: \_\_\_\_\_ et \_\_\_\_\_.

#### **4.4 SACC Manual Clauses**

C0710C (2007-11-30) Vérification du temps et du prix contractuel

H1001C (2008-05-12) Multiple Payments OU H1000C (2008-05-12) Single Payment *(if Offeror declined monthly or bi-monthly payments in arrears under Part 3, Section II.5)*

### **5. Instructions pour la facturation**

1. L'offrant doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent inclure les renseignements suivants
  - (a) le nom et l'adresse de l'utilisateur désigné sur la commande;
  - (b) le numéro de l'offre à commandes;
  - (c) le numéro de la commande subséquente;
  - (d) le nom, l'adresse et le numéro d'enregistrement de l'offrant pour les taxes applicables;
  - (e) le numéro de contrôle, le numéro d'immatriculation et le type du véhicule;
  - (f) la période de location demandée par l'utilisateur désigné, y compris les heures et dates d'avis;
  - (g) des copies des factures, reçus et pièces justificatives pour toutes les dépenses remboursables en vertu de l'offre à commandes, s'il y a lieu. Les coûts doivent y être détaillés.
3. Les factures doivent être distribuées comme suit: L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît sur la commande subséquent e pour attestation et paiement.
4. En cas de trop-perçu ou de moins-perçu, l'offrant produira une nouvelle facture.

### **6. Exigences en matière d'assurance**

L'offrant doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C. L'offrant doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée de l'offre à commande. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'offrant de sa responsabilité en vertu du l'offre à commande, ni ne la diminue.

L'offrant est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu de l'offre à commandes et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'offrant ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'offrant doit faire parvenir au responsable de l'offre à commandes, dans les dix jours (10) jours civils suivant la date d'émission de l'offre à commandes, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'offrant doit, à la demande du responsable de l'offre à commandes, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

Solicitation No. - N° de l'invitation

E6VIC-130001/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

vic246

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

E6VIC-130001

VIC-2-35047

---

## **7. Clauses du Guide des CUA**

A9049C (2011-05-16) Sécurité des véhicules

A9062C (2011-05-16) Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

A9068C (2010-01-11) Règlements concernant les emplacements du gouvernement

---

## ANNEX A - REQUIREMENT

### OFFRE À COMMANDE MASTER ET RÉGIONALE (OCMR) LOCATION DE CHARIOTS ÉLÉVATEURS ET AUTRES ÉQUIPEMENTS ÉLÉVATEURS SANS CONDUCTEUR COLOMBIE-BRITANNIQUE, CANADA

#### 1. Sommaire:

Demande d'offre à commande master et régionale (OCMR) concernant la location de chariots élévateurs et autres équipements élévateurs sans opérateurs, en conformité avec les exigences énoncées dans la présente demande d'offre à commandes (DOC) à divers ministères et organismes du gouvernement fédéral situés dans la Région du Pacifique, en Colombie-Britannique, au Canada.

#### 2. Zones de prestation de services:

Ce marché est divisé en fonction de deux (2) zones de livraison géographiques

- La zone 1 couvre toute l'île de Vancouver en Colombie-Britannique, Canada.

L'offrant doivent fournir sur demande des services de cueillette et de dépôt pour les huit (8) emplacements suivants:

- Aéroport Pat Bay, Sidney CB
- Manège de la rue Bay, Victoria CB
- Manège Vanalman, Saanich, CB
- Naden, Esquimalt CB
- Arsenal, Esquimalt CB
- Rocky Point, Metchosin CB
- Albert Head, Metchosin CB
- Nanaimo, CB

- La zone 2 couvre toute la Colombie-Britannique continentale, Canada

L'offrant doit fournir sur demande des services de cueillette et de dépôt pour au moins quatre (4) des six (6) emplacements suivants:

- Vancouver CB
- Richmond CB
- Aldergrove CB
- Chilliwack CB
- Kamloops CB
- Vernon CB

L'offrant doit fournir une liste de tous les points de services accessibles dans chaque zone pour faciliter les décisions de location des utilisateurs du gouvernements.

#### 3. Exigences relatives aux équipements de location et utilisation estimative:

1. Tous les véhicules loués en vertu de la présente offre à commandes doivent être propres, en excellent état et ne pas avoir plus de dix (10) ans.

2. Tous les véhicules seront fournis sans conducteur;
3. Tous les véhicules fournis doivent satisfaire aux dispositions de la *Loi sur la sécurité automobile*, L.C., 1993, ch. 16, et aux règlements pertinents en vigueur à leur date de fabrication.

Les chariots élévateurs à fourche les plus souvent utilisés sont énumérés ci-dessous. Ils représentent approximativement 70% des besoins annuels estimatifs pour chaque zone.

- Chariot élévateurs - Pneus solides - Électrique, Essence ou Propane avec capacité de levage typique de 4 000, 6 000, 8 000, et 10 000 livres (lbs);
- Chariots élévateurs - Pneus Pneumatiques - Essence ou Propane avec capacité de levage typique de 4 000, 6 000, 8 000, et 10 000 livres (lbs);
- Chariots élévateurs - Pneus Pneumatiques - Tout-terrains 4 roues motrices - Avec cabine fermée et chauffage - Avec capacité de levage typique de 4 000, 6 000, 8 000, et 10 000 livres (lbs);
- Chariots élévateurs tout-terrains 4 roues motrices - Pneus Pneumatiques - Diésel - Avec cabine fermée et chauffage, écart de 8 pieds et fourche de 8 pieds - Avec capacité de levage typique de 15 000 et 30 000 livres (lbs)

Il est prévu que les chariots élévateurs de 6 000 livres soient les plus demandés.

Les autres types de chariots élévateurs qui peuvent être occasionnellement loués en vertu de la présente offre à commandes sont énumérés ci-dessous et représentent approximativement 30% des besoins annuels estimatifs pour chaque zone.

- Plate-formes élévatrices à ciseaux - Électrique avec portée verticale utile d'environ 19, 26 et 33 pieds (pi);
- Plate-formes élévatrices à ciseaux - Tout-terrains 4 roues motrices avec portée verticale utile d'environ 32, 40 et 50 pieds (pi);
- Girafes - Télescopiques ou articulées avec portée verticale utile d'environ 45, 65, 86 et 130 pieds (pi);
- Chariots télescopiques avec capacité de levage typique de 6 000, 8 000, 10 000 et 12 000 livres (lbs)

Tous les chariots électriques doivent être fournis avec une batterie de 36V minimum et un chargeur 220/240V.

Tous les chariots fonctionnant au propane, à l'essence ou au diésel doivent être fournis avec un réservoir de carburant rempli aux trois quarts (3/4) environ.

Les besoins estimés ci-dessus ne représentent pas un engagement de la part du Canada.

#### **4. Exigences en matière de livraison:**

Voir le paragraphe 17 à la Partie 7A de l'offre à commandes.

#### **5. Équipement supplémentaire:**

L'utilisateur désigné exigera à l'occasion des équipements, fixations ou accessoires pour les équipements loués en vertu de cette offre à commande. Ces besoins feront partie de commandes subséquentes et doivent être inscrits en détail à titre de frais distincts sur la facture.

#### **6. Réparations d'urgence:**

L'offrant doit répondre à une demande de dépannage dans un délai d'une (1) heure. S'il prévoit que la panne dure plus de deux (2) heures, l'offrant doit fournir un véhicule de remplacement convenable.

L'offrant doit fournir le numéro de téléphone d'un service d'assistance fonctionnant 24 h sur 24 et sept jours sur sept, pour l'autorisation immédiate des réparations aux véhicules en panne

**7. Véhicules de location mis à disposition:**

L'utilisateur désigné doit avoir accès à une gamme de véhicules. L'utilisateur désigné doit être autorisé à utiliser des véhicules d'un plus grand modèle pour répondre aux besoins minimaux sans frais supplémentaires, sous réserve de l'acceptation par l'utilisateur désigné.

**8. Livraison des véhicules de location :**

L'établissement de l'offrant doit se trouver dans la région de l'utilisateur désigné, de sorte que ce dernier puisse prendre possession des véhicules facilement dans les quarante-huit(48) heures suivant la réception d'une commande subséquente dûment autorisée. L'offrant doit répondre et confirmer, dans un délai d'une(1) heure suivant la réception de la commande subséquente, que les véhicules sont disponibles.

**9. Retour des véhicules :**

L'utilisateur désigné est responsable pour mettre fin aux commandes subséquentes concernant la location de véhicules. Si les véhicules sont ramenés plus de deux(2) heures après l'heure indiquée pour le tarif quotidien, hebdomadaire ou mensuel, l'utilisateur désigné paiera une journée supplémentaire de location. Aucuns frais supplémentaires ne seront facturés à l'utilisateur désigné pour les retards de deux heures ou moins.

**10. Infractions aux règlements de la circulation et contraventions:**

L'offrant ne doit pas payer les contraventions pour infractions aux règlements de la circulation, y compris les contraventions pour stationnement illégal données aux représentants du Canada pendant la période de location. L'offrant doit faire parvenir une copie originale de la contravention ou de la photo-radar à l'utilisateur désigné immédiatement ou dès qu'il reçoit la contravention, pour éviter les frais de paiement tardif. L'utilisateur désigné doit communiquer avec l'unité responsable du paiement de la contravention, et lui faire parvenir la copie originale de la contravention ou de la photo-radar.

**11. Prolongation de la période de location:**

Les prolongations des commandes subséquentes visant à prolonger la période de location doivent être autorisées par l'utilisateur désigné. Quel que soit le nombre de demandes de prolongation, le tarif mensuel doit être appliqué d'abord (s'il y a lieu), suivi du tarif hebdomadaire, puis du tarif quotidien.

**12. Fourniture d'un véhicule de rechange :**

L'offrant doit fournir le genre de véhicule que demande l'utilisateur désigné dans la commande subséquente. Si l'offrant le remplace par un véhicule dont le taux de location est supérieur à celui du genre de véhicule demandé, les frais facturés doivent être ceux correspondant au véhicule demandé. L'offrant doit informer l'utilisateur désigné de toute substitution et ce dernier doit approuver toutes les substitutions. Si le tarif de location du véhicule de rechange est inférieur à celui du véhicule demandé, le tarif facturé doit être le plus bas des deux tarifs, conformément aux tarifs fermes proposés à l'annexe B.

**13. En dehors des heures de travail:**

En dehors des heures de travail, l'offrant doit utiliser un répondeur téléphonique pour pouvoir prendre connaissance des appels en provenance de l'utilisateur désigné. Sur les factures, l'heure d'un appel doit correspondre à l'heure à laquelle on y a répondu.

**14. Permis des véhicules:**

L'offrant est responsable pour toutes les exigences de licences et permis applicables aux véhicules loués en vertu de l'offre à commande, conformément aux lois municipales, provinciales et fédérales applicables.



## 15. Partage des responsabilités

Sauf stipulation contraire dans l'offre à commandes, les dispositions suivantes s'appliquent:

1. Aux fins de la présente clause,
  - b) L'expression « usure normale » renvoie à l'ampleur de la détérioration naturelle prévue pendant la durée de la location, c'est-à-dire:
    - (i) usure des pneus, éclats de peinture et éraflures mineures qui ne touchent pas le métal de base;
    - (ii) éraflures, peinture défraîchie et bosses mineures à l'intérieur, sur les traverses supérieures et sur les hayons des camionnettes;
    - (iii) éclats de peinture causés par des cailloux projetés par des véhicules en mouvement;
    - (iv) câbles de frein de secours effilochés ou étirés;
    - (v) usure à l'intérieur des véhicules; ne comprend pas les trous, les brûlures ni les déchirures de la surface intérieure
    - (vi) usure à l'intérieur des caisses de camion, y compris les éraflures; et
    - (vii) usure des pneus et dommages, pourvu que les pneus répondent aux normes de sécurité des provinces.L'enlèvement de décalques qui entraîne des travaux de peinture n'est pas considéré comme une usure normale et, par conséquent, la réparation sera facturée.
2. L'offrant est responsable de ce qui suit
  - (a) Livraison et reprise du véhicule au point de service de l'offrant désigné le plus près de la région indiquée dans la commande subséquente;
  - (b) Entretien du véhicule selon les modalités normales pour la livraison au client;
  - (c) Livraison des véhicules avec un réservoir d'essence ou de propane rempli au trois quart (3/4) environ et approvisionnement en essence pendant la réparation et l'entretien;
  - (d) Équipement et accessoires suivants pour chaque véhicule livré:
    - (i) une clé de contact
    - (ii) vérin du véhicule
    - (iii) clé à écrous pour les roues
    - (iv) toutes les caractéristiques minimales précisées dans le Guide de commande des véhicules automobiles du gouvernement et les spécifications applicables;
  - (e) Remplacement des pneus couvert par la garantie normale du fabricant (Les pneus de remplacement répondront aux spécifications de l'équipement d'origine avec les mêmes normes, qualité et durée.);
  - (f) Inspection du véhicule lors du retour chez l'offrant, pour s'assurer que le véhicule n'est pas endommagé.
3. Le Canada est responsable de ce qui suit:
  - (a) Prise en charge et retour du véhicule loué au point de service de l'offrant désigné de, à moins que la commande subséquente ne précise que cette responsabilité incombe à l'offrant;
  - (b) Approvisionnement en essence durant la période de location;
  - (c) Huile, fluides et lubrifiants entre les vidanges;
  - (d) Lavage du véhicule;
  - (e) Retour du véhicule avec un réservoir d'essence rempli aux trois quarts de sa capacité ou versement d'une somme à l'offrant conformément à l'annexe B si le réservoir est rempli à moins de trois quarts de sa capacité, sauf durant l'évaluation des dommages ou les réparations;
  - (f) Contraventions pour infractions délivrées au nom des représentants du Canada durant la période du contrat de location, incluant les contraventions de stationnement interdit.

**4. Perte, dommage, réparations**

- (a) Le Canada est responsable de la perte des véhicules (y compris des dommages à l'équipement facultatif non requis mais accepté par le Canada) et des dommages subis par ces véhicules pendant la période de location et causés ou provoqués directement par la négligence ou l'insouciance des représentants du Canada et consignés par écrit, dans la mesure où ces pertes ou dommages ne sont pas attribuables à l'usure normale. Les pertes ou dommages occasionnés par le vol, mais qui ne sont pas attribuables à la négligence du Canada, seront supportés par le Canada.
- (b) À la fin de la période visée par la commande subséquente, si un véhicule est retourné à l'offrant dans un état endommagé, ce dernier devra fournir au Canada, dans un délai de cinq (5) jours ouvrables suivant le retour du véhicule, une estimation écrite des frais de réparation des dommages ou de remplacement des pertes, à l'attention du représentant autorisé du Canada désigné dans le document de commande subséquente. Les travaux de réparation devront être de qualité comparable aux normes de l'industrie.
- (c) Le Canada pourrait demander à l'offrant de lui remettre trois (3) devis pour les travaux de réparation. Le Canada se réserve le droit d'obtenir sa propre estimation auprès d'une tierce partie pour les réparations identifiées afin de valider l'estimation de l'offrant.
- (d) Une fois que les deux parties se sont mises d'accord sur le coût des réparations, l'offrant facturera le Canada pour le montant convenu, conformément aux dispositions concernant la facturation de l'offre à commandes et la commande subséquente applicable. Les désaccords seront résolus par le responsable de l'offre à commandes.
- (e) Si le Canada décide de faire réparer un véhicule endommagé pendant la période de location, il doit aviser l'offrant avant d'effectuer les réparations. Les deux parties doivent s'entendre sur les travaux à effectuer.

**16. Inspection initiale:**

L'utilisateur désigné et l'offrant doivent procéder conjointement à l'inspection des véhicules de location afin de déceler les dommages avant que les véhicules ne soient remis à l'utilisateur désigné. Il importe de noter tous les dommages décelés sur la liste de contrôle de l'inspection du véhicule à l'annexe E. Les deux parties doivent signer cette fiche. L'utilisateur désigné rejettera les véhicules de location jugés non conformes lors de l'inspection d'acceptation, et l'offrant devra alors fournir sans délai un autre véhicule de location.

**17. Inspection finale:**

Dès leur retour, les véhicules de location doivent faire l'objet d'un examen conjoint de l'utilisateur désigné et de l'offrant. Ces derniers consignent leurs observations sur la fiche susmentionnée à l'article 16 de la présente annexe. Tout nouveau dommage constaté est signalé sur la fiche qui doit être signée par les deux parties. Les réparations doivent au préalable être approuvées par les deux parties en conformité avec l'article 15 de la présente annexe. L'offrant doit obtenir une autorisation écrite de la part de l'utilisateur désigné avant d'entreprendre les réparations.

**18. Pannes mécaniques survenant à proximité des installations de l'utilisateur désigné**

Comme les deux parties auront convenu mutuellement au moment de l'incident, l'offrant devra fournir un véhicule de remplacement tout de suite après avoir été informé d'une panne mécanique. L'offrant peut aussi offrir les services d'un mécanicien agréé et d'une unité de service mobile, qui doivent effectuer les réparations dans les quatre (4) heures suivant la réception de l'avis de panne de l'utilisateur désigné. Les véhicules de remplacement doivent être fournis gratuitement au Canada.

**19. Pannes mécaniques survenant loin des installations de l'utilisateur désigné**

Si une panne mécanique se produit loin des installations de l'utilisateur désigné, l'offrant doit transmettre des instructions concernant la réparation ou le remplacement du véhicule en cause, et

---

fournir à cette fin les coordonnées nécessaires, comme il est indiqué à l'article 6 de la présente annexe. L'offrant autorisera l'utilisateur désigné à faire réparer le véhicule, ou transmettra de l'information sur la façon d'obtenir un véhicule de remplacement.

**20. Dommages et accidents:**

L'offrant doit signaler immédiatement à l'utilisateur désigné tous les dommages et accidents, et le responsable de l'offre à commandes ou l'utilisateur désigné peut suspendre la commande subséquente de location jusqu'à nouvel ordre, ou y mettre fin. Aucuns frais supplémentaires de location de véhicule ne doivent être imputés pendant la réparation des véhicules.

**21. Véhicules de remplacement:**

L'offrant doit prendre en charge tous les frais de livraison, de déchargement et de déplacement, s'il y a lieu, lorsqu'il fournit un véhicule de remplacement. Les véhicules de remplacement doivent faire l'objet d'une inspection et être acceptés par le Canada. L'offrant doit accorder un crédit à l'utilisateur désigné pour le remboursement des coûts qu'a engagés ce dernier pour la réparation de dommages mineurs ou les pièces remplacées par le Canada lorsqu'il n'est pas en faute. Si possible, l'utilisateur désigné doit retourner à l'offrant toutes les pièces de véhicule remplacées, y compris les pneus endommagés ou usés.

**22. Modification des plans de location:**

Si les plans concernant la location d'un véhicule changent après qu'une commande subséquente a été passée mais avant la livraison ou la prise en charge du véhicule, il incombe à l'utilisateur désigné d'informer l'offrant de toute modification apportée à la commande subséquente, y compris l'annulation de la commande, le cas échéant. S'il ne le fait pas dans les délais indiqués, il pourrait s'ensuivre des frais supplémentaires pour le Canada conformément au paragraphe 9 de cette annexe. Le représentant de l'utilisateur désigné doit, lorsqu'il informe l'offrant de toute modification apportée aux plans de location, obtenir un numéro d'avis et consigner l'heure et la date de l'avis. Le responsable de l'offre à commandes ou l'utilisateur désigné modifiera la commande subséquente ou y mettra fin une fois que l'utilisateur désigné en aura informé l'offrant et que tous les frais engagés par le Canada auront été facturés et payés.

---

## ANNEXE B - BASE DE PAIEMENT

### Tarifs:

Les tarifs sont en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB Point de l'offrant, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens. Les tarifs sont fermes pour toute la période de l'offre à commandes.

### Les tarifs présentés ci-dessous doivent inclure les éléments suivants:

- une allocation de kilométrage illimité;
- l'assurance routière d'urgence et de remorquage 24h sur 24, 7 jours sur 7.

### Les tarifs présentés ne doivent pas inclure les éléments suivants:

- Taxes applicables;
- Les droits aéroportuaires et de liaison et autres frais semblables (pour le transfert intérieur de véhicule à destination ou en provenance d'autres comptoirs de location de l'offrant) incombent à l'offrant et ne seront pas facturés au Canada;
- Une couverture pour dommages corporels et/ou matériels aux tiers pour les véhicules de location utilisés au Canada quel que soit l'âge du conducteur, sauf dans les cas où, en vertu des lois provinciales, il est obligatoire d'assurer tout véhicule loué.

### Autres dépenses autorisées:

- La livraison et cueillette par l'offrant, si autorisée dans la commande par l'utilisateur identifié, doit être facturée conformément aux instructions fournies à la Partie 7A, paragraphe 17 de l'offre à commandes;
- Les services de location divers, si autorisés dans la commande par l'utilisateur, doivent être facturés conformément aux instructions fournies dans cette annexe et à la Partie 7A, paragraphe 11.2;
- Si le réservoir de carburant d'un véhicule retourné n'est pas rempli au trois quart (3/4) environ, l'offrant peut facturer le Canada pour remplir le réservoir au niveau ¾ au prix courant par litre à la pompe, sans allocation pour les frais généraux ou les profits.

Toutes les dépenses autorisées doivent être détaillées sur la facture et accompagnées des copies des des factures, reçus et pièces justificatives. Aucuns autres frais ne seront autorisés.

### Application des tarifs

- Si l'utilisateur désigné loue un véhicule pour sept (7) jours consécutifs, le coût total ne dépassera pas six (6) fois le tarif quotidien applicable. Cette disposition s'applique aussi au calcul du coût de location hebdomadaire supplémentaire pour les services de locations divers. En cas de location par l'utilisateur désigné d'un véhicule pour une durée supérieure à sept (7) jours, le tarif hebdomadaire et le tarif mensuel s'appliqueront.
- Les périodes de location se définissent ainsi : semaine de location = sept (7) jours; mois de location = trente (30) jours. Les frais de location pour les éventuelles périodes de location partielles seront calculés au prorata selon la combinaison la plus favorable de tarifs pour le Canada, et le paiement sera effectué en conséquence. En d'autres termes, si une unité est louée pour une période de 33 jours, le montant sera calculé comme suit : soit quatre (4) semaines plus cinq (5) jours au prorata du tarif hebdomadaire; soit le tarif mensuel plus trois (3) jours au prorata du tarif mensuel; soit toute autre combinaison de tarifs, le montant le plus bas étant retenu.
- Les modalités de la présente offre à commandes s'appliqueront à toute commande subséquente et à tout contrat découlant de cette offre, même si au moment de la réservation ou de la prise en charge du véhicule, l'offrant offre à l'utilisateur désigné un tarif inférieur à ceux de l'offre à commandes.

TABLEAU D'ÉVALUATION FINANCIÈRE B.1 - ZONE 1 - ÎLE DE VANCOUVER, C.- B.												
				ANNÉE 1			ANNÉE D'EXTENSION 2			ANNÉE D'EXTENSION 3		
Article	Description	Coéfficient d'utilisation annuel estimé	Tarif quotidien (1 unité)	Tarif hebdomadaire (1 unité)	Tarif mensuel (1 unité)	Tarif quotidien (1 unité)	Tarif hebdomadaire (1 unité)	Tarif mensuel (1 unité)	Tarif quotidien (1 unité)	Tarif hebdomadaire (1 unité)	Tarif mensuel (1 unité)	
A. CHARIOTS ÉLÉVATEURS À FOURCHE SANS OPÉRATEUR - TARIF DE LOCATION FERME PAR UNITÉ FAB POINT DE L'OFFRANT excluant les taxes applicables 13 articles au total (A1 à A13): *Minimum de 5 articles requis, incluant les articles obligatoires A2 et A6*												
Chariots élévateurs - Pneus solides - Électrique, Essence ou Propane - Capacité de levage typique (en lbs)												
A1	4,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
A2	6,000 lbs (OBLIGATOIRE)	10	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
A3	8,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
A4	10,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Chariots élévateurs - Pneus pneumatiques - Essence ou Propane - Capacité de levage typique (en lbs)												
A5	4,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
A6	6,000 lbs (OBLIGATOIRE)	10	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
A7	8,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
A8	10,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Chariots élévateurs - Pneus pneumatiques - Tout-terrains 4 roues motrices - Avec cabine fermée et chauffage - Avec capacité de levage typique (en lbs)												
A9	6,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	

TABLEAU D'ÉVALUATION FINANCIÈRE B.1 - ZONE 1 - ÎLE DE VANCOUVER, C.- B.												
Ligne	Description	Coefficient d'utilisation annuel estimé	ANNÉE 1			ANNÉE D'EXTENSION 2			ANNÉE D'EXTENSION 3			Tarif mensuel (1 unité)
			Tarif quotidien (1 unité)	Tarif hebdomadaire (1 unité)	Tarif mensuel (1 unité)	Tarif quotidien (1 unité)	Tarif hebdomadaire (1 unité)	Tarif mensuel (1 unité)	Tarif quotidien (1 unité)	Tarif hebdomadaire (1 unité)	Tarif mensuel (1 unité)	
A10	8,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
A11	10,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chariots élévateurs - Tout-terrains 4 roues motrices - Pneus pneumatiques - Diésel - Avec cabine fermée et chauffage, écart de 8 pieds et fourche de 8 pieds - Avec capacité de levage typique (en lbs)												
A12	15,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
A13	30,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
B. AUTRES CHARIOTS ÉLÉVATEURS SANS CONDUCTEURS - TARIF DE LOCATION FERME PAR UNITÉ FAB POINT DE L'OFFRANT excluant les taxes applicables - 14 articles au total (B1 à B14) *Aucun minimum requis*												
Plate-formes élévatrices à ciseaux - Électrique - Portée verticale utile typique (en pieds)												
B1	19 pi	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
B2	26 pi	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
B3	33 pi	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Plate-formes élévatrices à ciseaux - Tout-terrains 4 roues motrices - Portée verticale utile typique (en pieds)												
B4	32 pi	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
B5	40 pi	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
B6	50 pi	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

TABLEAU D'ÉVALUATION FINANCIÈRE B.1 - ZONE 1 - ÎLE DE VANCOUVER, C.- B.												
				ANNÉE 1			ANNÉE D'EXTENSION 2			ANNÉE D'EXTENSION 3		
Article	Description	Coéfficient d'utilisation annuel estimé	Tarif quotidien (1 unité)	Tarif hebdomadaire (1 unité)	Tarif mensuel (1 unité)	Tarif quotidien (1 unité)	Tarif hebdomadaire (1 unité)	Tarif mensuel (1 unité)	Tarif quotidien (1 unité)	Tarif hebdomadaire (1 unité)	Tarif mensuel (1 unité)	
Girafes - Téléscopiques ou articulées - Portée verticale utile typique (en pieds)												
B7	45 pi	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
B8	65 pi	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
B9	86 pi	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
B10	130 pi	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Chariots télescopiques - Capacité de levage typique (en lbs)												
B11	6,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
B12	8,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
B13	10,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
B14	12,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	

TABLEAU D'ÉVALUATION FINANCIÈRE B.1 - ZONE 1 - ÎLE DE VANCOUVER, C.- B.									
			ANNÉE 1		ANNÉE D'EXTENSION 2		ANNÉE D'EXTENSION 3		
C. SERVICES DE LIVRAISON OPTIONNELS - TARIF DE LIVRAISON FERME PAR UNITÉ (SI AUTORISÉ DANS LA COMMANDE) FAB DESTINATION (ALLER-RETOUR) excluant les taxes applicables *Les offrants doivent offrir des tarifs pour chacun des 8 emplacements obligatoires (articles C1 à C8) énumérés ci-dessous*									
Article	Emplacements	Coéfficient d'utilisation annuel estimé	1 unité aller-retour		1 unité aller-retour		1 unité aller-retour		1 unité aller-retour
C1	Aéroport Pat Bay, Sidney C.-B. (OBLIGATOIRE)	1	\$		\$		\$		\$
C2	Manège de la rue Bay, Victoria C.-B. (OBLIGATOIRE)	1	\$		\$		\$		\$
C3	Manège Vanalman, Saanich, C.-B. (OBLIGATOIRE)	1	\$		\$		\$		\$
C4	Naden, Esquimalt C.-B. (OBLIGATOIRE)	1	\$		\$		\$		\$
C5	Arsenal, Esquimalt C.- B. (OBLIGATOIRE)	1	\$		\$		\$		\$
C6	Rocky Point, Metchosin C.-B.(OBLIGATOIRE)	1	\$		\$		\$		\$
C7	Albert Head, Metchosin C.-B. (OBLIGATOIRE)	1	\$		\$		\$		\$
C8	Nanaimo, C.-B. (OBLIGATOIRE)	1	\$		\$		\$		\$



TABLEAU D'ÉVALUATION FINANCIÈRE B.1 - ZONE 1 - ÎLE DE VANCOUVER, C.- B.									
			ANNÉE 1		ANNÉE D'EXTENSION 2		ANNÉE D'EXTENSION 3		
D. SERVICES DE LOCATION DIVERS - REMISE FERME - FAB POINT DE L'OFFRANT excluant les taxes applicables									
Article	Description	Montant annuel estimé		Remise offerte		Remise offerte		Remise offerte	
D1	Location d'accessoires et chariots élévateurs divers qui ne sont pas énumérés dans les sections A et B mais que l'offrant peut mettre à la disposition des utilisateurs du gouvernement dans le cadre de cette offre à commande sur la base des prix qui figurent sur les listes de prix publiées en vigueur de l'offrant au moment de la commande, moins un pourcentage de de remise ferme de of _____%	\$10,000		_____ %		_____ %		_____ %	

TABLEAU D'ÉVALUATION FINANCIÈRE B.2 - ZONE 2 - C.- B. CONTINENTALE												
			ANNÉE 1				ANNÉE D'EXTENSION 2				ANNÉE D'EXTENSION 3	
Article	Description	Coéfficient d'utilisation annuel estimé	Tarif quotidien (1 unité)	Tarif hebdomadaire (1 unité)	Tarif mensuel (1 unité)	Tarif quotidien (1 unité)	Tarif hebdomadaire (1 unité)	Tarif mensuel (1 unité)	Tarif quotidien (1 unité)	Tarif hebdomadaire (1 unité)	Tarif mensuel (1 unité)	
A. CHARIOTS ÉLÉVATEURS À FOURCHE SANS OPÉRATEUR - TARIF DE LOCATION FERME PAR UNITÉ FAB POINT DE L'OFFRANT excluant les taxes applicables 13 articles au total (A1 à A13): *Minimum de 5 articles requis, incluant les articles obligatoires A2 et A6*												
Chariots élévateurs - Pneus solides - Électrique, Essence ou Propane - Capacité de levage typique (en lbs)												
A1	4,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
A2	6,000 lbs (OBLIGATOIRE)	10	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
A3	8,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
A4	10,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Chariots élévateurs - Pneus pneumatiques - Essence ou Propane - Capacité de levage typique (en lbs)												
A5	4,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
A6	6,000 lbs (OBLIGATOIRE)	10	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
A7	8,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
A8	10,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Chariots élévateurs - Pneus pneumatiques - Tout-terrains 4 roues motrices - Avec cabine fermée et chauffage - Avec capacité de levage typique (en lbs)												
A9	6,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	

TABLEAU D'ÉVALUATION FINANCIÈRE B.2 - ZONE 2 - C.- B. CONTINENTALE												
Ligne	Description	Coefficient d'utilisation annuel estimé	ANNÉE 1			ANNÉE D'EXTENSION 2			ANNÉE D'EXTENSION 3			
			Tarif quotidien (1 unité)	Tarif hebdomadaire (1 unité)	Tarif mensuel (1 unité)	Tarif quotidien (1 unité)	Tarif hebdomadaire (1 unité)	Tarif mensuel (1 unité)	Tarif quotidien (1 unité)	Tarif hebdomadaire (1 unité)	Tarif mensuel (1 unité)	
A10	8,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
A11	10,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Chariots élévateurs - Tout-terrains 4 roues motrices - Pneus pneumatiques - Diésel - Avec cabine fermée et chauffage, écart de 8 pieds et fourche de 8 pieds - Avec capacité de levage typique (en lbs)												
A12	15,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
A13	30,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
B. AUTRES CHARIOTS ÉLÉVATEURS SANS CONDUCTEURS - TARIF DE LOCATION FERME PAR UNITÉ FAB POINT DE L'OFFRANT excluant les taxes applicables - 14 articles au total (B1 à B14) *Aucun minimum requis*												
Plate-formes élévatrices à ciseaux - Électrique - Portée verticale utile typique (en pieds)												
B1	19 pi	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
B2	26 pi	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
B3	33 pi	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Plate-formes élévatrices à ciseaux - Tout-terrains 4 roues motrices - Portée verticale utile typique (en pieds)												
B4	32 pi	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
B5	40 pi	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
B6	50 pi	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	

TABLEAU D'ÉVALUATION FINANCIÈRE B.2 - ZONE 2 - C.- B. CONTINENTALE												
				ANNÉE 1			ANNÉE D'EXTENSION 2			ANNÉE D'EXTENSION 3		
Article	Description	Coéfficient d'utilisation annuel estimé	Tarif quotidien (1 unité)	Tarif hebdomadaire (1 unité)	Tarif mensuel (1 unité)	Tarif quotidien (1 unité)	Tarif hebdomadaire (1 unité)	Tarif mensuel (1 unité)	Tarif quotidien (1 unité)	Tarif hebdomadaire (1 unité)	Tarif mensuel (1 unité)	
Girafes - Téléscopiques ou articulées - Portée verticale utile typique (en pieds)												
B7	45 pi	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
B8	65 pi	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
B9	86 pi	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
B10	130 pi	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Chariots télescopiques - Capacité de levage typique (en lbs)												
B11	6,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
B12	8,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
B13	10,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
B14	12,000 lbs	1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	

Solicitation No. - N° de l'invitation  
E6VIC-130001/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
E6VIC-130001

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
VIC-2-35047

Buyer ID - Id de l'acheteur  
vic246  
CCC No./N° CCC - FMS No/N° VME

TABLEAU D'ÉVALUATION FINANCIÈRE B.2 - ZONE 2 - C.- B. CONTINENTALE									
			ANNÉE 1		ANNÉE D'EXTENSION 2		ANNÉE D'EXTENSION 3		
C. SERVICES DE LIVRAISON OPTIONELS - TARIF DE LIVRAISON FERME PAR UNITÉ (SI AUTORISÉ DANS LA COMMANDE) FAB DESTINATION (ALLER-RETOUR) excluant les taxes applicables *Les offrants doivent offrir des tarifs pour au moins 4 des 6 emplacements (articles C1 à C6) énumérés ci-dessous*									
Article	Emplacements	Coéfficient d'utilisation annuel estimé		1 unité aller-retour		1 unité aller-retour		1 unité aller-retour	
C1	Vancouver C.-B.	1		\$		\$		\$	
C2	Richmond C.-B.	1		\$		\$		\$	
C3	Aldergrove C.-B.	1		\$		\$		\$	
C4	Chilliwack C.-B.	1		\$		\$		\$	
C5	Kamloops C.-B.	1		\$		\$		\$	
C6	Vernon C.-B.	1		\$		\$		\$	

TABLEAU D'ÉVALUATION FINANCIÈRE B.2 - ZONE 2 - C.- B. CONTINENTALE									
			ANNÉE 1		ANNÉE D'EXTENSION 2		ANNÉE D'EXTENSION 3		
D. SERVICES DE LOCATION DIVERS - REMISE FERME - FAB POINT DE L'OFFRANT excluant les taxes applicables									
Article	Description	Montant annuel estimé		Remise offerte			Remise offerte		Remise offerte
D1	Location d'accessoires et chariots élévateurs divers qui ne sont pas énumérés dans les sections A et B mais que l'offrant peut mettre à la disposition des utilisateurs du gouvernement dans le cadre de cette offre à commande sur la base des prix qui figurent sur les listes de prix publiées en vigueur de l'offrant au moment de la commande, moins un pourcentage de de remise ferme de of _____%	\$10,000		_____ %			_____ %		_____ %

CALCUL DU PRIX ÉVALUÉ DE L'OFFRE - EXEMPLES:

Les tarifs indiqués dans les exemples suivants servent uniquement à des fins de démonstration. Les offres reçues seront évaluées en fonction des tarifs offerts par les offrants. Voir le paragraphe 1.2 à la partie 4 pour la procédure d'évaluation financière et les critères d'évaluation financière obligatoires détaillés.

Exemple 1: Tarifs de location - Calcul du total multiplié pour l'article A1

Article	Description	Coefficient d'utilisation annuel estimé	ANNÉE 1				ANNÉE D'EXTENSION 2				ANNÉE D'EXTENSION 3			
			Tarif quotidien (1 unité)	Tarif hebdomadaire (1 unité)	Tarif mensuel (1 unité)	Tarif quotidien (1 unité)	Tarif hebdomadaire (1 unité)	Tarif mensuel (1 unité)	Tarif quotidien (1 unité)	Tarif hebdomadaire (1 unité)	Tarif mensuel (1 unité)	Tarif quotidien (1 unité)	Tarif hebdomadaire (1 unité)	Tarif mensuel (1 unité)
A1	4,000 lbs	1	50,00\$	180,00\$	600,00\$	55,00\$	200,00\$	660,00\$	60,00\$	215,00\$	720,00\$			

Total multiplié pour l'article A1 = Coefficient d'utilisation annuel estimé \* [ (Somme des tarifs Année 1) + (Somme des tarifs Année 2) + (Somme des tarifs Année 3) ] = 1 \* [ (50\$ + 180\$ + 600\$) + (55\$ + 200\$ + 660\$) + (60\$ + 215\$ + 720\$) ] = 1 \* [ (\$830) + (\$915) + (\$995) ] = \$2,740

Exemple 2: Tarifs de livraison - Calcul du total multiplié pour l'article C1 (Zone 1)

Article	Emplacements	Coefficient d'utilisation annuel estimé	ANNÉE 1			ANNÉE D'EXTENSION 2			ANNÉE D'EXTENSION 3		
			1 unité aller-retour			1 unité aller-retour			1 unité aller-retour		
C6	Aéroport Pat Bay, C.-B. (OBLIGATOIRE)	1	100,00\$			110,00\$			120,00\$		

Total multiplié pour l'article C1 (Zone 1) = Coefficient d'utilisation annuel estimé \* [ (Tarif Année 1) + (Tarif Année 2) + (Tarif Année 3) ] = 1 \* [ 100\$ + 110\$ + 120\$ ] = \$330

Exemple 3: Taux de remise sur les services de location divers - Calcul du total multiplié pour l'article D1

		ANNÉE 1		ANNÉE D'EXTENSION 2		ANNÉE D'EXTENSION 3	
Article	Description	Montant annuel estimé	Remise offerte	Remise offerte	Remise offerte	Remise offerte	
D1	Location d'accessoires et chariots élévateurs divers [...] sur la base des prix qui figurent sur les listes de prix publiées en vigueur de l'offrant au moment de la commande, moins un pourcentage de de remise ferme de of %	10 000\$	10%	10%	10%	10%	

Avec un montant annuel estimé (\$ estimé) de 10 000\$ et un taux de remise de 10% (0,10) offert pour chaque année, le total multiplié pour l'article D1 est

= [(\$ estimé \* (1 - Remise Année 1)) + [(\$ estimé \* (1 - Remise Année 2))] + [(\$ estimé \* (1 - Remise Année 3))]

= [10 000\$ \* (1 - 0,10) ] + [10 000\$ \* (1 - 0,10) ] + [10 000\$ \* (1 - 0,10) ] = 27 000\$



---

## ANNEXE C - EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

### Assurance de responsabilité commerciale

1. L'offrant doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants:
  - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
  - c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
  - d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
  - e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
  - g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
  - h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
  - i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
  - j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
  - k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
  - l) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
  - m) Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

- n) Droits de poursuite : Conformément é l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur Direction du droit des affaires

Bureau régional du Québec (Ottawa)

Ministère de la Justice

284, rue Wellington, pièce SAT-6042

Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal

Section du contentieux des affaires civiles

Ministère de la Justice

234, rue Wellington, Tour de l'Est

Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

## ANNEXE D – MODÈLE DE RAPPORT POUR LES OFFRES À COMMANDES

### RAPPORT SUR L'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES

No. DE L'OFFRE À COMMANDES \_\_\_\_\_

PÉRIODE VISÉE: du \_\_\_\_\_ *au* \_\_\_\_\_

OFFRANT: \_\_\_\_\_ ☐ ZONE 1 - ÎLE DE VANCOUVER  
C.-B.

Personne ressource: \_\_\_\_\_ ☐ ZONE 2 - C.-B. CONTINENTALE

Téléphone: \_\_\_\_\_

Courriel: \_\_\_\_\_

#	Description of Rental Services	Nombre total de véhicules loués durant la période visée	Average Rental Period per unit	Total des frais de location durant la période visée (taxes applicables exclues)
<b>A. CHARIOTS ÉLÉVATEURS À FOURCHE SANS CONDUCTEUR</b>				
<b>Chariots élévateurs - Pneus solides - Électrique, Essence ou Propane - Capacité de levage typique (en lbs)</b>				
A1	4 000 lbs			\$
A2	6 000 lbs			\$
A3	8 000 lbs			\$
A4	10 000 lbs			\$
<b>Chariots élévateurs - Pneus pneumatiques - Essence ou Propane - Capacité de levage typique (en lbs)</b>				
A5	4 000 lbs			\$
A6	6 000 lbs			\$
A7	8 000 lbs			\$
A8	10 000 lbs			\$
<b>Chariots élévateurs - Pneus pneumatiques - Tout-terrains 4 roues motrices - Avec cabine fermée et chauffage - Avec capacité de levage typique (en lbs)</b>				
A9	6 000 lbs			\$
A10	8 000 lbs			\$

**RAPPORT SUR L'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES****No. DE L'OFFRE À COMMANDES** \_\_\_\_\_**PÉRIODE VISÉE:** du \_\_\_\_\_ **au** \_\_\_\_\_**OFFRANT:** \_\_\_\_\_**C.-B.**☐**ZONE 1 - ÎLE DE VANCOUVER****Personne ressource:** \_\_\_\_\_☐**ZONE 2 - C.-B. CONTINENTALE****Téléphone:** \_\_\_\_\_**Courriel:** \_\_\_\_\_

#	Description of Rental Services	Nombre total de véhicules loués durant la période visée	Average Rental Period per unit	Total des frais de location durant la période visée (taxes applicables exclues)
A11	10 000 lbs			\$
<b>Chariots élévateurs - Tout-terrains 4 roues motrices - Pneus pneumatiques - Diésel - Avec cabine fermée et chauffage, écart de 8 pieds et fourche de 8 pieds - Avec capacité de levage typique (en lbs)</b>				
A12	15 000 lbs			\$
A13	30 000 lbs			\$
<b>B. AUTRES CHARIOTS ÉLÉVATEURS SANS CONDUCTEURS</b>				
<b>Plate-formes élévatrices à ciseaux - Électrique - Portée verticale utile typique (en pieds)</b>				
B1	19 pi			\$
B2	26 pi			\$
B3	33 pi			\$
<b>Plate-formes élévatrices à ciseaux - Tout-terrains 4 roues motrices - Portée verticale utile typique (en pieds)</b>				
B4	32 pi			\$
B5	40 pi			\$
B6	50 pi			\$
<b>Girafes - Télésopiques ou articulées - Portée verticale utile typique (en pieds)</b>				

**RAPPORT SUR L'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES****No. DE L'OFFRE À COMMANDES** \_\_\_\_\_**PÉRIODE VISÉE:** du \_\_\_\_\_ **au** \_\_\_\_\_**OFFRANT:** \_\_\_\_\_**C.-B.**☐**ZONE 1 - ÎLE DE VANCOUVER****Personne ressource:** \_\_\_\_\_☐**ZONE 2 - C.-B. CONTINENTALE****Téléphone:** \_\_\_\_\_**Courriel:** \_\_\_\_\_

#	Description of Rental Services	Nombre total de véhicules loués durant la période visée	Average Rental Period per unit	Total des frais de location durant la période visée (taxes applicables exclues)
B7	45 pi			\$
B8	65 pi			\$
B9	86 pi			\$
B10	130 pi			\$
<b>Chariots télescopiques - Capacité de levage typique (en lbs)</b>				
B11	6 000 lbs			\$
B12	8 000 lbs			\$
B13	10 000 lbs			\$
B14	12 000 lbs			\$
<b>C. SERVICES DE LIVRAISON OPTIONELS (Zone 1)</b>		<b>Nombre total de livraisons (aller-retour)</b>		
C1	Aéroport Pat Bay, Sidney CB			\$
C2	Manège de la rue Bay, Victoria CB			\$
C3	Manège Vanalman, Saanich CB			\$
C4	Naden, Esquimalt CB			\$

**RAPPORT SUR L'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES****No. DE L'OFFRE À COMMANDES** \_\_\_\_\_**PÉRIODE VISÉE:** du \_\_\_\_\_ **au** \_\_\_\_\_**OFFRANT:** \_\_\_\_\_**C.-B.**☐**ZONE 1 - ÎLE DE VANCOUVER****Personne ressource:** \_\_\_\_\_☐**ZONE 2 - C.-B. CONTINENTALE****Téléphone:** \_\_\_\_\_**Courriel:** \_\_\_\_\_

#	Description of Rental Services	Nombre total de véhicules loués durant la période visée	Average Rental Period per unit	Total des frais de location durant la période visée (taxes applicables exclues)
C5	Arsenal, Esquimalt CB			\$
C6	Rocky Point, Metchosin CB			\$
C7	Albert Head, Metchosin CB			\$
C8	Nanaimo, CB			\$
	Other: (Offeror to specify) <i>Example: Drop-off To &amp; Pick-up From Comox, BC</i>	2		\$250.00
<b>C. SERVICES DE LIVRAISON OPTIONELS (Zone 2)</b>		<b>Nombre total de livraisons (aller-retour)</b>		
C1	Vancouver CB			\$
C2	Richmond CB			\$
C3	Aldergrove CB			\$
C4	Chilliwack CB			\$
C5	Kamloops CB			\$
C6	Vernon CB			\$
	Autre: (L'offrant doit indiquer)	1		\$250.00

**RAPPORT SUR L'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES****No. DE L'OFFRE À COMMANDES** \_\_\_\_\_**PÉRIODE VISÉE:** du \_\_\_\_\_ **au** \_\_\_\_\_**OFFRANT:** \_\_\_\_\_**C.-B.**☐**ZONE 1 - ÎLE DE VANCOUVER****Personne ressource:** \_\_\_\_\_☐**ZONE 2 - C.-B. CONTINENTALE****Téléphone:** \_\_\_\_\_**Courriel:** \_\_\_\_\_

#	Description of Rental Services	Nombre total de véhicules loués durant la période visée	Average Rental Period per unit	Total des frais de location durant la période visée (taxes applicables exclues)
	<i>Exemple: Livraison et ramassage (aller-retour) à Prince Rupert</i>			

**D. SERVICES DE LOCATION DIVERS QUI NE SONT PAS ÉNUMÉRÉS DANS LES SECTIONS A. ET**

**Le montant total des services de location divers ne doit pas dépasser 25% de la valeur total de chaque commande individuelle, taxes applicables incluses. L'offrant doit décrire les services fournis sous cette catégorie.**

#	Description	Prix publié de l'offrant avant taux de remise	Unité	Qté	Taux de remise	Total multiplié
	<i>Exemple : Chariot élévateur à fourche 2000 lbs électrique 1 chariot - 5 jours à 50\$/jour moins 20% de remise de l'offre à commande.</i>	<i>50\$/jour</i>	<i>jour</i>	<i>5</i>	<i>20%</i>	<i>200,00\$</i>
<b>Total usage amount for the reporting period (HST and other applicable taxes extra)</b>						<b>\$</b>

## ANNEXE E - RENTAL EQUIPMENT INSPECTION CHECK LIST

**Le présent formulaire doit être daté et signé par les deux parties  
à la livraison au gouvernement du Canada et au retour du véhicule à l'offrant.**

Endroit : \_\_\_\_\_

Date de la livraison: \_\_\_\_\_ Date du retour: \_\_\_\_\_

Marque/modèle/couleur/VIN: \_\_\_\_\_

Numéro du véhicule: \_\_\_\_\_ Numéro de plaque: \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Reçu par (signature): \_\_\_\_\_

Livré par: \_\_\_\_\_ Repris par: \_\_\_\_\_

Inspecté par: \_\_\_\_\_

Art.	Description	Acceptable	Inacceptable	Défectueux
<b>Inspection visuelle</b>				
1	Pneus			
2	Radiateur			
3	Batterie			
4	Huile hydraulique / conduites et flexibles / fixation solide			
5	Huile à moteur			
6	Courroies d'entraînement			
7	État général du véhicule			
8	Vérifier s'il y a des fuites dans le compartiment moteur			
9	Vérifier le carburant - essence/diesel/propane			
10	Discuter des capacités du chariot élévateur à fourche/matériel de location			
11	Équipement de sécurité utilisé			
<b>Procédures de démarrage</b>				
12	Mettre le levier de vitesse au point mort			
13	Mettre le frein de stationnement			
14	Mettre l'interrupteur d'allumage à la			



Art.	Description	Acceptable	Inacceptable	Défectueux
	position de démarrage			
15	Vérifier les jauges - fonctionnement normal			
16	Laisser le moteur se réchauffer			
17	Vérifier les feux et le klaxon			
18	Voyants tu tableau de commande			
19	Phares			
20	Klaxon			
21	Gyrophare			
22	Vérifier le fonctionnement du frein de stationnement			
23	Vérifier les freins			
24	Vérifier la transmission en marche avant/arrière			
25	Propane			
<b>Vérifications de fonctionnement</b>				
26	Levier de basculement - avant/arrière			
27	Utilisation du limiteur de couple à glissement			
28	Levier de levage - lever/descendre			
29	Fonctionnement du mât - en douceur			
30	Fonctionnement du tablier - gauche/droite			
31	Fonctionnement de la fourche - écartement/rapprochement			
32	Direction			

**OBSERVATIONS GÉNÉRALES -**

Utiliser l'espace ci-dessous pour indiquer tout dommage ou défaut décelés sur l'équipement de location.

---



---



---



---



---

Solicitation No. - N° de l'invitation

E6VIC-130001/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

VIC-2-35047

Buyer ID - Id de l'acheteur

vic246

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E6VIC-130001

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME